

## **VERS UNE NOUVELLE "PAX AMERICANA" ?**

PAR

Dario BATTISTELLA

*"Si Rome et Sparte ont péri,  
quel Etat peut espérer de durer toujours?"*

J.-J. Rousseau ; *Du contrat social*

Les années 89-91 ont vu les Etats Unis remporter deux succès significatifs ; le premier, pacifique, contre une URSS qui, depuis, a disparu ; le second, militaire, contre l'Irak, lors de la guerre du Golfe. Ce double triomphe, cinquante ans après Pearl Harbour et le début de ce que Henry Luce, directeur de Time-Life, avait appelé "le siècle américain", annonce-t-il une nouvelle ère où, "l'URSS n'existant plus, la 'pax americana' règne sur le monde"<sup>1</sup>?

Certains observateurs, américains aussi bien que français, journalistes autant qu'universitaires, en sont persuadés. Il en est notamment ainsi de Charles Krauthammer qui, à un moment où l'Union Soviétique existait encore officiellement, n'hésitait pas à affirmer que les Etats Unis seraient dorénavant la seule superpuissance : "Le monde de l'immédiat après-guerre froide n'est pas multipolaire, mais unipolaire. Le centre de la politique mondiale réside en la superpuissance incontestée que sont les Etats Unis, assistés par leurs alliés occidentaux". Le 'columnist' américain ne nie pas qu'un jour, d'autres puissances puissent rivaliser avec les Etats Unis. Mais à l'en croire, ce ne sera le

---

1. Les Cahiers de l'Express, n° 16 : Etats Unis - La puissance et le doute ; juillet 1992, p. 29.

cas ni aujourd'hui, ni dans un proche avenir : "Ce ne sont pas les puissances de second rang qui manquent aujourd'hui. L'Allemagne et le Japon sont des économies dynamiques. La Grande Bretagne et la France disposent d'atouts diplomatiques, voire militaires. L'URSS possède plusieurs éléments constitutifs d'une puissance - militaires, diplomatiques, politiques - mais tous en rapide déclin. Il n'y a donc qu'une seule superpuissance de premier ordre, les Etats Unis"<sup>2</sup>. Sans aller aussi loin, l'ex-directeur du quotidien *Le Monde*, André Fontaine, estime lui aussi que "pour la première fois dans l'histoire, une seule puissance, les Etats Unis, détient l'hégémonie mondiale ; (... que ...) jamais nation n'a été aussi près de dominer le monde"<sup>3</sup>. Même conviction enfin pour Zbigniew Brzezinski, ex-conseiller de J. Carter, qui croit volontiers "que les Etats Unis sont désormais la seule superpuissance (...) : ne sont-ils pas les seuls, en effet, à disposer d'une puissance militaire, économique, culturelle et idéologique authentiquement globale"<sup>4</sup>.

Pour l'ensemble de ces auteurs, la disparition de l'URSS et l'apparente efficacité des 'précision guided missiles' et autres avions furtifs 'made in USA' ont apporté le plus cinglant démenti à Paul Kennedy et autres déclinistes qui, à la fin des années 80, avaient prédit le risque pour les Etats-Unis d'être à leur tour, après l'Espagne du Siècle d'Or, la France de Louis XIV et de Napoléon, et l'Empire britannique de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, exposés au piège de la "surexpansion impériale"<sup>5</sup>, c'est-à-dire d'un engagement international excessif par rapport aux ressources internes susceptibles de soutenir un tel effort.

### *Puissance, hégémonie, empire ?*

Pourtant, le pas qui consiste à déduire de cette double victoire américaine la possibilité pour Washington, dans ses relations à venir avec les autres puissances, à "faire triompher (...) sa propre volonté, même contre des résistances, et peu importe sur quoi repose cette chance"<sup>6</sup>, l'on ne saurait le franchir sans prendre quelques précautions élémentaires. Ne serait-ce que parce que l'emballement conjoncturel de ces trois dernières années se doit d'être rapporté à l'évolution structurelle d'un système international qui vient lui aussi de subir un changement de portée historique, et dans lequel s'insère le jeu diplomatique des Etats Unis. N'ayant que faire des conjectures, l'histoire,

2. C. Krauthammer : The Unipolar Moment ; in : *Foreign Affairs* ; Vol. 70(1), America and the World 1990/91, pp. 23-33.

3. A. Fontaine : *L'un sans l'autre* ; Paris, Fayard, 1991, pp. 8 et 270.

4. Z. Brzezinski : Washington - les défis du nouvel ordre mondial ; interview accordée à la revue *Politique Internationale*, n° 56, été 1992, pp. 51-64.

5. P. Kennedy : *Naissance et déclin des grandes puissances. Transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000* ; Paris, Payot, 1989, pp. 570 et s.

6. C'est là la définition de la puissance - appliquée ici au système de relations entre unités politiques souveraines - que donne M. Weber, dans *Wirtschaft und Gesellschaft. Grundriss der verstehenden Soziologie* (5<sup>ème</sup> édition, par J. Winckelmann) ; Tübingen, Mohr, 1972, p. 28.

en effet, non seulement ne cesse de confirmer le principe somme toute banal que "tout empire périra"<sup>7</sup>, mais surtout, elle nous rappelle :

1. - que l'exercice d'une domination hégémonique par un empire n'est qu'une configuration parmi d'autres de la structure que peuvent prendre les rapports interétatiques, à côté du système multipolaire - concert des puissances, et du système bipolaire - équilibre de la dissuasion<sup>8</sup>;

2. - qu'une telle domination unipolaire est condamnée à plus ou moins moyen terme, étant donnée l'impossibilité pour une puissance de rester en permanence en avance sur toutes les autres, vu son incapacité à satisfaire à l'infini à l'exigence du double équilibre stratégo-économique qu'est d'un côté la sécurité militaire à court terme, et de l'autre la puissance économique, base à long terme de la supériorité militaire<sup>9</sup>.

Une clarification conceptuelle s'impose donc si l'on veut évaluer si oui ou non l'on se dirige vers une nouvelle hégémonie américaine. Car autant il est facile de définir la puissance, au sens de relation de domination entre unités politiques souveraines, autant il est difficile de déterminer en quoi consiste une puissance, quels sont les critères qui font d'une unité politique une grande puissance<sup>10</sup>. S'il ne fait certes aucun doute que les États Unis sont une grande puissance au sens traditionnel, en ce qu'ils sont plus que jamais capables d'assurer leur sécurité contre toute autre puissance prise isolément, sont-ils pour autant susceptibles, comme au cours du demi-siècle écoulé, de continuer tout à la fois d'assurer la prospérité de la majorité des citoyens américains, d'endiguer et de défaire leurs ennemis idéologiques, et de propager le libéralisme politique et économique de par le monde ? Dans le but d'amener et leurs

7. C'est le titre du livre de J. B. Duroselle : *Tout empire périra* (2<sup>ème</sup> édition) ; Paris, A. Colin, 1991. Pour une bonne introduction à l'inéluctable déclin des empires dans l'histoire, voir la série de l'état du journal *Le Monde*, publiée du 21.7 au 30/31.8.1992, et intitulée : "Les fins d'empires". L'étude de cas classique reste celle de l'historien britannique des Lumières E. Gibbon : *Histoire du déclin et de la chute de l'empire romain* ; Paris, R. Laffont (Collection Bouquins), 2 volumes, 1990 et 1991.

8. Nous ne parlons ici que des temps modernes, caractérisés par la coexistence d'unités étatiques souveraines. Voir, sur les différentes modalités d'organisation de la hiérarchie internationale, l'article de R. Rosecrance : *A New Concert of Powers* ; in : *Foreign Affairs*, Vol. 71(2), printemps 1992, pp. 64-82. Pour une approche théorique des différents modèles de systèmes internationaux, l'étude classique reste celle de M. Kaplan : *Systems and Process in International Politics* ; New York, J. Wiley & Sons, 1957.

9. C'est la leçon principale tirée par P. Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, *op. cit.* L'ouvrage fondamental de P. Kennedy s'inscrit dans la lignée des travaux historiques de L. von Ranke, A.J. Toynbee et F. Braudel, qui tous montrent que l'histoire des relations internationales modernes est constitutive d'une succession d'équilibres instables et d'hégémonies précaires. Voir également : Q. Wright : *A Study of War* ; Chicago (Ill.), University of Chicago Press, 1942-47, 2 volumes ; L. Dehio : *Equilibre ou hégémonie* ; Paris, Seuil, 1959 ; I. Wallerstein : *Le système du monde du 15<sup>ème</sup> siècle à nos jours* ; Paris, Flammarion, 1980-84, 2 volumes ; et J. Goldstein : *Long Cycles. Prosperity and War in the Modern Age* ; New Haven (Conn.), Yale University Press, 1988.

10. Voir à ce sujet les réflexions de J.B. Duroselle, *Tout empire périra*, *op. cit.*, pp. 284 et s.

alliés et leurs rivaux à pratiquer une politique qui leur convienne, peuvent-ils espérer recourir - avec efficacité - à toute la panoplie des moyens de la puissance que sont, dans un ordre croissant, la persuasion, le marchandage, les représailles, la menace et le recours effectif à des sanctions non-militaires, la menace et le recours effectif à la force ?

La question mérite d'être posée si l'on sait que les probabilités qu'a une puissance d'exercer au niveau international son hégémonie, au sens donc de capacité de dominer l'ensemble des autres unités politiques, prises conjointement ou isolément, et de les amener ainsi à adopter une politique qu'elles n'auraient éventuellement pas pratiquée en l'absence d'une telle relation de domination, dépendent de deux ensembles de données - les facteurs (militaires, économiques, technologiques, culturels) constitutifs de la puissance internationale d'un côté, et la position relative des puissances concurrentes de l'autre -, données dont la maîtrise échappe, partiellement en tout cas, à la puissance en question, fût-elle "le seul supergrand"<sup>11</sup>.

Comme par ailleurs l'on peut ajouter à ces considérations d'ordre théorique que, d'un point de vue historique, le fait pour les deux ex-supergrands de la guerre froide de disposer d'une capacité potentielle de destruction infiniment supérieure à toutes les puissances du passé, n'a pas empêché la diminution de leur puissance réelle au sens de capacité d'imposer leur volonté<sup>12</sup>, alors l'on peut se demander quel peut être l'impact de la fin de la guerre froide sur les capacités des Etats Unis à imposer au monde l'*'American Way of Life'*.

En effet, le système bipolaire d'affrontement Est-Ouest a été la condition sine qua non à la fois de la montée en superpuissance des Etats Unis et du risque encouru par eux d'être victime d'*'imperial overstretch'*. P. Kennedy,

11. Les cahiers de l'Express, n° 16, *op. cit.*, p. 29. Nous reprenons à notre compte l'énumération classique des éléments de la puissance établie par l'historien C. Barnett à propos de la Grande Bretagne du XIX<sup>ème</sup> siècle, et citée par P. Kennedy, Naissance et déclin des grandes puissances, *op. cit.*, pp. 241 : "La puissance d'un Etat national ne se limite pas à ses forces armées, elle dépend aussi de ses ressources économiques et technologiques, de l'habileté, de la prévoyance et de la détermination avec laquelle elle mène sa politique étrangère. Surtout, elle est faite de la nation elle-même, de son peuple, de ses talents, de son énergie, de son ambition, de son sens de la discipline, de son esprit d'initiative, de ses croyances, de ses mythes et de ses illusions. Elle est le résultat des rapports que tous ces facteurs entretiennent les uns avec les autres. En outre, la puissance nationale ne doit pas être considérée seulement par elle-même, en valeur absolue, mais aussi relativement aux obligations de l'Etat vis-à-vis de l'étranger (...); elle doit être considérée par rapport à la puissance des autres Etats".

12. C'est à juste titre que J.B. Duroselle, Tout empire périra, *op. cit.*, p. 295, compare à ce sujet le monde d'avant et d'après la seconde guerre mondiale. Alors qu'avant 1939, les grandes puissances agissaient à leur guise, leur action est sans cesse entravée depuis 1945. Autrement dit, la puissance - au sens weberien cité supra - des superpuissances nucléaires du XX<sup>ème</sup> est moindre que celle des Etats formant le concert des puissances du XIX<sup>ème</sup> siècle, comme l'ont tour à tour démontré - pour ne citer que quelques exemples -, d'un côté l'évolution des relations entre l'URSS et la Chine, ou entre les Etats Unis et la France; et de l'autre, le sort auquel ont abouti l'intervention de la première en Afghanistan, et des seconds au Vietnam.

dont les arguments concernant le déclin relatif des bases internes de la puissance américaine sont suffisamment connus maintenant pour ne pas avoir à faire l'objet d'une analyse approfondie dans le cadre de cette étude<sup>13</sup>, avait précisément présupposé la perpétuation de l'affrontement Est-Ouest pour étayer son argument d'un relatif déclin des Etats Unis, cet affrontement obligeant justement Washington à consacrer une partie de plus en plus grande de la richesse nationale à des dépenses d'ordre militaire, donc non-productif<sup>14</sup>.

Or, voilà que cet affrontement a pris fin depuis la chute du Mur de Berlin, l'échec du putsch de Moscou, moins de deux ans plus tard, ayant permis de définitivement tourner la page de plus de soixante-dix ans de "grand jeu URSS/ Etats Unis"<sup>15</sup>. S'interroger sur la possibilité d'une pax americana revient alors implicitement à se demander si oui ou non les prévisions des déclinistes sont susceptibles d'être remises en question, dans la mesure où l'environnement sur la base desquelles elles avaient été faites ont changé de façon à modifier autant les facteurs constitutifs de la puissance - moindre importance, a priori en tout cas, de la composante militaire -, que la nature des rapports entre grandes puissances, certaines d'entre elles, essentiellement l'Allemagne - ou l'Europe -, et le Japon, étant susceptibles d'être, au détriment des Etats Unis, les bénéficiaires de la fin de la guerre froide<sup>16</sup>.

Pour ce faire, il faut essayer de déceler la nature du nouveau système international qui se profile à l'horizon. Si l'on reprend les termes de Raymond Aron parlant de systèmes homogène et hétérogène, le premier se composant d'Etats qui "*appartiennent au même type, et obéissent à la même conception de la politique*", le second se composant au contraire d'Etats "*organisés selon*

13. Voir, à titre de résumé des dizaines d'études sorties au sujet du déclin américain - baisse tendancielle du taux de croissance de la productivité, endettement public et extérieur vertigineux, délabrement accéléré du système d'éducation et de protection sociale, déchirement progressif du tissu social, etc. - l'article de P. Besnard et S. Treppoz : Etats-Unis, le modèle qui chancelle ; in : *Le Monde*, 23.4.1991 ; celui de M.F. Toinet : Comment les Etats Unis ont perdu les moyens de leur hégémonie ; *Le Monde Diplomatique*, juin 1992 ; ainsi que l'enquête de C. Tenbrock : Der ratlose Riese ; *Die Zeit*, 26.4. - 24.5.1991.

14. Depuis la sortie de son livre, P. Kennedy a réaffirmé ses prises de position. Voir, entre autres, ses interviews et articles publiés, au cours et après la crise du Golfe, dans le magazine allemand *Der Spiegel*, n°36/1990 : *Gezahlt wird später* ; dans le quotidien new yorkais *The Wall Street Journal* des 25-26.1.1991 : *A Declining Empire Goes to War* ; dans l'Express du 16.5.1991, repris dans les Cahiers de l'Express n° 16, *op. cit.* : *Les pailles de l'acier* ; et dans Courrier International/The Economist : *Le monde en 1992* : L'Oncle Sam est meilleur dans la guerre que dans la paix.

15. 'Le grand jeu URSS/USA', tel est le titre de la stimulante série documentaire télévisée diffusée sur France 2 du 9.9 au 14.10.1992.

16. Voir K. Valaskakis : Qui a gagné la guerre froide ? Du capitalisme des cowboys au capitalisme d'équipe ; in : C.P. David (édit.) : *La fin de la guerre froide* ; Québec/Centre québécois des relations internationales - Paris/Fondation pour les études de défense nationale, 1990, pp. 39-52.

*des principes différents et se réclamant de valeurs contradictoires*<sup>17</sup>, l'on peut dire que, autant le système bipolaire d'affrontement Est-Ouest était un système hétérogène, autant celui qui s'annonce est potentiellement homogène, au sens où le modèle libéral d'organisation des pouvoirs est accepté par la quasi-totalité des grandes puissances<sup>18</sup>. Mais de ce consensus sur la meilleure façon de légitimer les relations de commandement-obéissance à l'intérieur des unités étatiques<sup>19</sup>, il ne faudrait pas en déduire un consensus sur la façon d'organiser les relations ami-ennemis entre lesdites unités politiques<sup>20</sup>.

Car ces relations se caractérisent par une nature inédite, hybride, et dans tous les cas complexe, fluide, déstructurée, fragmentée<sup>21</sup>. En fait, étant donné la nature transitoire de la période en cours, l'on ne peut guère proposer autre chose qu'une définition négative, à l'image de celle avancée par Pierre Hassner : *"L'ordre bipolaire de la guerre froide n'est remplacé ni par un nouvel ordre international fondé sur la sécurité collective et l'autodétermination des peuples, ni par un retour pur et simple à la souveraineté des États et à leur politique de puissance. (...) L'une et l'autre doivent compter avec deux autres réalités, plus vigoureuses et ascendantes, qui leur imposent des freins et suscitent à leur tour des occasions de conflit et des impératifs de coopération, des inégalités et des convergences. Il s'agit de l'interdépendance économique et culturelle transnationale et de l'agitation sociale et ethnique subnationale"*<sup>22</sup>.

Le constat ainsi établi d'un système international soumis à une tension potentiellement contradictoire, le mouvement de globalisation économique étant en effet doublé d'une tendance à la fragmentation politique, on peut alors essayer d'évaluer les capacités de domination impériale des États Unis à l'égard, d'un côté de leurs anciens protégés que sont les pays industrialisés, et de l'autre, des pays de l'ex-Tiers-Monde.

17. R. Aron : Paix et guerre entre les nations (8<sup>ème</sup> édition); Paris, Calmann-Lévy, 1984, p. 108. S'inspirant de R. Aron, H. Kissinger : *Le chemin de la paix* ; Paris, Denoël, 1972, fait quant à lui une distinction entre "systèmes révolutionnaires" et "conservateurs".

18. De là à y voir "la fin de l'histoire", il y a un pas que franchit F. Fukuyama : *La fin de l'histoire et le dernier homme* ; Paris, Flammarion, 1992, qui considère la démocratie représentative comme constituant le "point final de l'évolution idéologique de l'humanité", la "forme finale de tout gouvernement humain".

19. Ce consensus exclut, bien sûr, les régimes se réclamant d'une idéologie islamique. Mais ces derniers ne représentent guère un défi pour le modèle libéral dominant.

20. Sur la notion de relation ami-ennemi, voir C. Schmitt : *La notion de politique* ; Paris, Flammarion, 1992.

21. Pour une bonne introduction à cette nouvelle donne internationale (datant certes d'avant l'effondrement irréversible de l'URSS), voir World-Média/ Libération : *La nouvelle planète. Les cartes d'un monde qui bascule d'un siècle à l'autre* ; Paris, Décembre 1990. Voir également l'article de G. Krell : *Dem Ost-West Konflikt folgt Fundamentalkrise* ; in : Frankfurter Rundschau, 3.9.1990.

22. P. Hassner : *L'épreuve de faiblesse* ; in : *Libération*, 23.8.1991.

*Au centre : résurgence des conflits d'intérêt*

Contrairement à ce que l'on pourrait croire à première vue, la disparition de l'Union Soviétique n'est pas, par effet mécanique en quelque sorte, synonyme de renforcement de la superpuissance américaine. Et ce parce que l'effondrement du communisme soviétique, et du défi qu'il représentait pour les Etats Unis, comporte une conséquence inattendue, voire perverse pour ces derniers : loin de renforcer les Etats Unis, il les prive de leur statut de superpuissance, la fin de la guerre froide, synonyme d'avènement de ce que Immanuel Wallerstein appelle "l'ère post-hégémonique"<sup>23</sup>, signifiant en effet la fin même du statut de superpuissance<sup>24</sup>, qui permettait aux supergrands de s'ériger en modèles pour l'humanité, et qui était strictement lié à l'existence de cette bipolarité, de cette rivalité/connivence caractéristique d'un condominium américano-soviétique aujourd'hui dépassé<sup>25</sup>.

Car si les Etats Unis sont restés pendant ces quarante dernières années le leader incontesté du monde dit 'occidental', malgré l'avènement, depuis la fin des années soixante, de deux pôles économiques de plus en plus concurrents, c'est grâce à leur capacité à protéger leurs alliés devant les risques d'une invasion soviétique : tant que Moscou s'armait, et armait ses satellites, en Europe ou ailleurs, les adversaires de l'URSS n'avaient d'autre choix que de s'adresser à Washington pour se voir garantir leur propre sécurité. Grâce à son statut de superpuissance militaire qui lui permettait de satisfaire le besoin de ses partenaires de bénéficier de la protection tutélaire des Etats Unis, Washington obtenait sans faille à ce que les partenaires en question se rangent dans son camp.

Il n'est pas sûr qu'il en soit de même dans l'avenir : ainsi, au Japon, les voix se multiplient en faveur d'une mise à jour de la diplomatie nipponne; de l'alignement, en d'autres termes, du rôle international du Japon sur son dynamisme économique<sup>26</sup>. L'évolution des nations européennes, qu'elles s'unissent en une Union politique ou non, va bien sûr dans le même sens : la création - prévue - d'une monnaie unique européenne constitue un formidable défi pour

23. I. Wallerstein : Die posthegemoniale Ära ; in : World-Media/Die Tageszeitung, 24.12.1990 : Die neue Weltordnung ; pp. 8-9.

24. Voir à ce sujet les arguments de W. Pfaff : Redefining World Power ; in : Foreign Affairs ; Vol. 70(1), America and the World 1990/91, pp. 34-48. On peut en trouver un résumé succinct dans son article 'Superpuissance, mort d'un concept', in : World-Média/Libération, La nouvelle planète, op. cit., p. 56.

25. Rappelons à ce sujet le 'cadeau' empoisonné promis par G. Arbatov, à l'époque conseiller de M. Gorbatchov, aux Américains : "Nous sommes en train de vous faire quelque chose de terrible. Nous sommes en train de vous priver d'ennemi" - citation dans Time Magazine du 23.5.1988.

26. Cet 'aggiornamento' de la diplomatie nipponne a porté ses premiers fruits : des dragueurs de mines ont été envoyés dans le Golfe persique en vue d'aider à nettoyer ce dernier des mines qui y avaient été coulées par les Irakiens; un corps de maintien de la paix de 2.000 hommes, intervenant dans le cadre des missions des Nations Unies, a été créé à la fin de l'année 1991.

le dollar comme unité monétaire internationale quand on sait de quel avantage disposent les Etats Unis du fait que leur monnaie nationale est en même temps la devise internationale; à l'inverse, l'échec de la construction européenne libérerait l'Allemagne unifiée de toute hésitation en matière d'engagement international<sup>27</sup>.

Certes, il n'y a aucun déterminisme rigide entre puissance économique et puissance politique. Mais l'histoire des cycles hégémoniques montre qu'il n'existe pas moins un parallélisme décalé dans le temps entre l'émergence d'une puissance économique et son engagement politique transfrontières : en effet, la puissance économique tend logiquement vers la puissance politique, en ce que le principe du libre-échange, fondement de la puissance économique au sein d'un marché mondial fondé sur la libre circulation des biens et services comme du capital et du travail, ne peut en dernier recours être imposé aux récalcitrants que par le biais de la force militaire<sup>28</sup>. Les Etats Unis en sont eux-mêmes le meilleur exemple : tant que leur demande économique a pu être satisfaite par le seul engagement commercial, ils pouvaient se contenter de la Doctrine Monroe. Mais dès que l'engagement commercial a atteint un certain seuil, la seule diplomatie du carnet de chèque ne suffisait plus : c'est d'ailleurs précisément ce reproche que les Etats Unis ont fait aux Japonais et aux Allemands lors de la Crise du Golfe. Par conséquent, un jour ou l'autre, tant le Japon que les pays européens, ces derniers unis ou en ordre dispersé, se verront obligés de contribuer à leur tour à ce qu'ils estiment être la stabilité mondiale en général, et à la sécurité des voies d'approvisionnement des matières premières en particulier, tout comme les Etats Unis ont été obligés de compléter la doctrine Monroe par la doctrine Truman, et la politique de la carotte par celle du bâton ('*big stick policy*').

En d'autres termes, l'on devrait assister dans les décennies à venir à une opposition grandissante, de nature fondamentalement économique, entre les grands pôles du monde industrialisé que sont les Etats Unis avec leur arrière-cour nord-américaine<sup>29</sup>, l'Europe, et le Japon et sa sphère d'influence extrême-orientale. Car dorénavant, les Etats Unis auront moins affaire aux impulsions antagonistes de l'autre superpuissance à la fois militaire et idéologique qu'était l'URSS qu'à la concurrence economico-technologique de ses

27. Les remarques valables pour le Japon le sont pour l'Allemagne, dans le cas d'un cavalier seul de la part de celle-ci : les voix s'élèvent pour réclamer un siège au Conseil de Sécurité des Nations Unies ; la Loi fondamentale doit faire l'objet d'une révision en vue de permettre l'engagement de soldats de la Bundeswehr aux côtés d'autres contingents opérant - en dehors du territoire national - dans le cadre d'opérations internationales, notamment de l'ONU ; et, en attendant, des bâtiments de la marine allemande participent au dispositif déployé pour surveiller en Méditerranée l'embargo décrété à l'égard de la Serbie.

28. Le Japon en a fait l'expérience au siècle dernier, lorsque le Commodore Perry a ouvert le marché nippon à coups de canon. La remarque est également valable, dans une certaine mesure en tout cas, pour l'Irak de Saddam Hussein, en 1990/91.

29. L'institutionnalisation de ce '*backyard*' existant de facto est en cours, avec la création du NAFTA - North American Free Trade Agreement (ALENA en français, Accord de libre-échange nord-américain).

anciens protégés. A l'en croire Joseph Nye<sup>30</sup>, la position hégémonique des Etats Unis n'en resterait pas moins d'autant plus incontestée que la nature de la puissance ne serait plus la même dans un tel monde transnational, c'est-à-dire économiquement interdépendant. En effet, la puissance d'un Etat s'exprimerait aujourd'hui moins dans sa volonté à imposer sa politique à ses partenaires-rivaux, que dans sa capacité à persuader ces derniers à se joindre à la politique qu'il préconise, ou du moins à pratiquer une politique compatible avec les intérêts dudit Etat<sup>31</sup>. Et en la matière, les Etats Unis, grâce au prestige et à la présence mondiale de leur culture et de leurs institutions démocratiques, resteraient inégalables. En d'autres termes, le 'soft power' des Etats Unis s'ajouterait aux éléments constitutifs de leur 'hard power' - machine militaire et ressources économiques - pour faire d'eux la superpuissance hégémonique, et ce à plus ou moins long terme<sup>32</sup>.

Malheureusement pour les pronostics de J. Nye, les changements intervenus du fait précisément de la disparition de l'Union Soviétique ne permettent plus guère de soutenir aujourd'hui un tel raisonnement. Pendant les quarante-cinq dernières années l'on avait assisté à la naissance entre les pays occidentaux de relations qui étaient caractérisées, d'un côté par l'acceptation de la nécessité de la coopération avec les autres Etats-nations dans la poursuite des intérêts nationaux; et de l'autre par la volonté de développer des structures supranationales susceptibles de servir de cadre de résolution des conflits d'intérêts entre les Etats-nations en question. A l'intérieur d'un tel environnement international, surdéterminé par un affrontement Est-Ouest, le soft power des Etats Unis avait permis à Washington de dicter leur comportement aux autres puissances, économiquement rivales des multinationales d'origine américaine, mais politiquement débitrices du bouclier américain<sup>33</sup>. Il est probable, autrement dit, que cette nature plutôt compétitive que conflictuelle des relations entre Etats-nations occidentaux ait été due à la spécificité de la configuration bipolaire

30. J. Nye : *Bound to Lead. The Changing nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990. Le livre a été écrit en réponse à l'ouvrage de P. Kennedy.

31. En fait, J. Nye ne fait que reprendre la distinction classique établie par le théoricien réaliste A. Wolfers : *Discord and Collaboration* ; Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1962, selon qui il faudrait faire une différence entre la 'power politics', qui consiste en le recours à la force coercitive pour imposer sa volonté à un autre pays, et ce qu'il appelle la 'influence politics', qui consiste en un recours aux moyens non-violents que sont la persuasion et le marchandage. Or, cette distinction méconnaît l'étroite complémentarité, bien dégagée par M. Weber, entre les deux façons d'exercer la relation de puissance : la différence n'est pas de nature mais de degré, la relation de domination, que ce soit entre Etats souverains ou à l'intérieur d'une unité politique, étant conjointement et alternativement de nature répressive et idéologique.

32. Pour un résumé de l'argumentation de J. Nye, voir son article *Soft Power*; in : *Foreign Policy*, n° 80, automne 1990, pp. 153-71. Dernièrement, J. Nye semble avoir nuancé son optimisme quant aux capacités hégémoniques des Etats Unis, comme le montre son dernier article : *What New World Order ?* ; in : *Foreign Affairs*, Vol. 71(2), printemps 1992, pp. 83-96.

33. Comme ils ont pu le faire à l'égard de la Grande Bretagne lors de la Crise de Suez en 1956 : c'est moins la menace nucléaire brandie par Krouchtchov que la menace proférée par Washington de vendre en masse des Livres Sterling qui a amené Londres à céder devant les pressions 'amicales' de Eisenhower.

imputable à la guerre froide - face à l'ennemi soviétique, les puissances occidentales font primer leur intérêt commun sur leurs intérêts nationaux propres<sup>34</sup>.

Il n'en va plus de même de nos jours. L'URSS a disparu, et avec elle le danger d'un chantage nucléaire exercé sur la moitié occidentale du Vieux Continent, ainsi que sur le Japon. Certes, l'Etat russe, ou grand-russe, qui naîtra des cendres de l'empire soviétique défunt, retrouvera, une fois la transition réussie, le statut de grande puissance, ne serait-ce que grâce à l'héritage nucléaire et territorial légué par son passé tant soviétique qu'impérial<sup>35</sup>. Mais dans l'avenir immédiat, il est incapable de représenter une quelconque menace que ce soit, et l'on voit donc mal les Européens d'un côté, et les Japonais de l'autre, continuer à réclamer à long terme la protection américaine.

La faiblesse militaire des puissances potentiellement rivales des Etats Unis pouvant par ailleurs être considérée comme étant d'ordre conjoncturel, le nouveau contexte qui est celui de l'après-guerre froide devrait donc signifier un retour en force des rivalités entre Etats que jadis l'on qualifiait d'occidentaux. L'on risque en effet d'assister à une multiplication de ce que Henry Kissinger appelait des malentendus transatlantiques, et même à une mutation de leur nature jusqu'à présent économico-commerciale en véritables conflits d'intérêts, ainsi qu'à leur élargissement aux relations transpacifiques. Ceci est d'autant plus probable que l'ex-Europe de l'Est et l'ex-Tiers-Monde risquent de jouer un effet multiplicateur, étant donné la grande probabilité de les voir devenir l'enjeu principal des rivalités entre puissances contraintes de s'assurer de nouveaux marchés.

### *Dans la périphérie : multiplication des conflits d'identité*

L'ex-Tiers-Monde précisément, a été pendant quarante ans le lieu d'affrontement privilégié entre l'Ouest et l'Est. L'affrontement direct entre les deux superpuissances par Europe interposée étant, pour cause de coûts trop élevés, inconcevable sur le théâtre central de l'opposition Est-Ouest,

34. Voir à ce sujet l'analyse de D. Senghaas : Formes et types de conflits dans la société internationale contemporaine; in : T. Hentsch et alii. (édit.) : *Le système mondial. Rapports internationaux et relations internationales* ; Montréal, Nouvelle Optique, 1983, pp. 258-92.

35. D'où le peu de crédibilité que nous accordons au scénario post-guerre froide de J. Attali : *Lignes d'horizon* ; Paris, Fayard, 1990, et qui croit en l'opposition à venir entre deux grands blocs géo-économiques, le premier européen, de l'Atlantique à l'Oural, avec l'Europe détenant la puissance économique et la Russie la puissance militaire ; le second regroupant la Zone pacifique, du Japon à la Californie en passant par la Chine et les dragons asiatiques. Une telle spéculation futuriste fait un peu trop aisément abstraction des spécificités d'ordre historique et culturel - histoire nationale, mentalités et religions - qui devraient empêcher et la Russie impériale, slave, orthodoxe, et traditionnellement tournée vers les plaines d'Asie, à faire cause commune avec l'Europe libérale, chrétienne et attirée par l'outre-mer ; et le Japon et la Chine, traditionnellement repliés sur eux-mêmes, de faire cause commune entre eux d'abord, et avec l'Amérique d'autre part.

c'est la périphérie qui a servi d'*ersatz* au dévouement meurtrier des deux superpuissances utilisant la Corne de l'Afrique, l'Indochine ou l'Amérique centrale comme laboratoire d'essai de leur messianisme respectif. L'effondrement du bloc communiste, en permettant de nombreux progrès sur la voie d'un règlement pacifique de plusieurs de ces conflits - Afghanistan, Afrique australe, Cambodge - est venu confirmer que lesdits conflits étaient partiellement artificiels. Mais là encore, l'impact de la fin de la guerre froide sous les Tropiques n'est nullement synonyme d'un renforcement de la puissance américaine.

L'on peut en effet estimer que la nature des conflits qui y auront lieu dans le futur, au lieu d'être surdéterminée par l'affrontement idéologique Est-Ouest, va changer, les tensions qui s'y produisent laissant libre cours à leurs origines locales, communautaires, identitaires. Autrement dit, la disparition du modèle alternatif que le socialisme représentait aux yeux de nombreux peuples du Tiers-Monde face au modèle capitaliste dominant de développement risque d'y réveiller d'anciennes querelles, autrement sanglantes : *“Si l'ordre social dans son ensemble n'est plus mis en question, le mécontentement qui est, dans ces pays, beaucoup plus fort qu'en Occident, risque de ne plus s'exprimer en termes d'idéaux humanistes, mais de prendre un caractère communautaire”*<sup>36</sup>.

La conséquence en est un risque accru de multiplication des conflits régionaux : le rôle modérateur des disciplines liées à l'ordre bipolaire Est-Ouest disparaissant avec la fin de guerre froide, les conflits existants risquent de s'aggraver - en Afghanistan, en Ethiopie -, alors que des tensions latentes menacent de se transformer en conflits ouverts. Il en est notamment ainsi en Europe centrale et de l'Est, où la liberté retrouvée coïncide avec un retour des démons de l'histoire - nationalismes, balkanisations, populismes - niés par le socialisme réellement existant; ainsi que dans le monde islamique, des franges sud de la Méditerranée aux Républiques islamiques de l'ex-URSS et le sous-continent indien en passant par le Proche et Moyen-Orient. D'après Stanley Hoffmann, ce qui caractérise l'ensemble de ces tensions, c'est le rôle moteur que joue dans leur naissance l'instance culturelle, en lieu et place du facteur idéologique : l'exaltation des différences, le repli sur soi et la valorisation des identités - nationale, ethnique, religieuse - deviennent les recours privilégiés de leaders souvent motivés par une haine farouche du monde occidental, et entre les mains desquels ces valeurs fondamentalistes forment un cocktail d'autant plus explosif que les pays concernés sont des puissances régionales susceptibles de se doter d'armes ABC<sup>37</sup>.

36. R. Nayar : A vacuous optimism; in : *Times Literary Supplement*, 18.5.1990. Pour une opinion contraire, voir A. Hirschmann : Un sage et salutaire abandon - Les événements de l'Est et les pays du Sud ; *Esprit*, novembre 1990, pp. 63-68.

37. S. Hoffmann : A New World and Its Troubles ; in : *Foreign Affairs*, Vol. 69 (4) ; automne 1990, pp. 115-22.

Or, face à un tel déchaînement de violence, les Etats Unis, quelle que soit leur force, auront du mal à intervenir avec efficacité - les échecs répétés au Vietnam ou au Liban leur ont d'ailleurs servi de leçon en la matière. Certes, ils ont réussi à mettre au pas une puissance régionale telle que l'Irak, grâce notamment à la combinaison entre leur hard power - la machine militaire - et leur soft power - la capacité à convaincre leurs alliés à soutenir leur action. Mais la spécificité, voire l'unicité de la crise du Golfe a été telle que la coopération qui s'y est manifestée, et qui a permis aux Etats Unis de prétendre au leadership mondial, s'explique par une convergence de plusieurs facteurs très ponctuels<sup>38</sup> qui ne risquent pas de se reproduire aussitôt.

D'ailleurs, les frictions et soupçons réciproques qui ont perduré tout au long de la crise entre les Etats Unis d'un côté, le Japon et l'Allemagne de l'autre, à propos du refus de ces derniers de s'engager militairement, et de leur réticence à financer les coûts de la guerre, constituent sans doute aucun un avant-goût des divergences d'intérêt à venir entre les grandes puissances du XXI<sup>ème</sup> siècle. Nous avons là en effet une première indication de la faible probabilité d'assister dans l'avenir à un autre des scénarios échafaudés ici et là, un concert des puissances nouvelle version, sous forme de division internationale du travail entre Washington d'un côté, leader politique dans le rôle du mercenaire au service des intérêts d'un Nord assiégé par des pays du Sud, et Bruxelles (ou Berlin ?) et Tokyo de l'autre, assistants financiers et pourvoyeurs de technologie indispensable au bon déroulement des activités militaires américaines<sup>39</sup>. Ceci est d'autant plus vrai que l'ex-Tiers-Monde, victime, dans ses relations avec le monde développé, d'un phénomène d'éviction de par le plus grand attrait, pour les investisseurs, des marchés de l'ex-Europe de l'Est, risque fort, faute d'atouts dans son jeu, de ne plus se faire entendre par le Nord qu'en recourant aux "facteurs de nuisance"<sup>40</sup> dont il dispose - drogue, SIDA, émigration, désertification, prolifération - et face auxquels une réponse militaire n'est d'aucune utilité : or, précisément, le principal point fort qui reste aux Américains, c'est leur force militaire<sup>41</sup>.

---

38. Ces spécificités sont les suivantes : au niveau militaire, l'affrontement entre une armée préparée pour la guerre des étoiles face à une armée de type stalinien opérant selon des schémas remontant à la Deuxième guerre mondiale ; au niveau diplomatique, la coïncidence des intérêts économiques des grands pays industriels ; au niveau politique, le recours par l'URSS à l'ONU, seule institution qui lui permette d'exercer un contrôle sur les EU ; au niveau idéologique, la fonction de repoussoir parfaitement remplie par le dictateur irakien.

39. Un tel scénario est envisagé par U. Menzel : *Nach dem Ende des kalten Kriegs - Die Macht der USA, Japans und Deutschland* ; in : *Frankfurter Rundschau*, 8.4.1991.

40. L'expression est de Z. Laïdi : Berlin-Koweït. Les rapports Nord-Sud après la double secousse ; in : *Politique étrangère*, Vol. 56(2) été 1991, p. 465-79.

41. Comme le dit à juste titre E. Luttwak : Nouvelle partie pour l'Amérique ; in : *Libération*, 14.10.1991, "les Etats Unis disposent de vastes forces armées mais de banques faibles et d'industries affamées de capital".

### *Une marge de manoeuvre amoindrie*

En conclusion, et au-delà des scénarios à la mode quant à l'évolution du monde d'après-guerre froide<sup>42</sup>, pratiquement aucun élément des tendances internationales prévisibles, parce que déductibles d'expériences historiques passées - il n'y a pas d'autres critères de vérification 'scientifique' en relations internationales -, ne parle en faveur d'une nouvelle hégémonie américaine. Au déclin relatif dans lequel sont entrées l'économie et la société américaine, "aussi bien par rapport au passé américain que par rapport aux puissances concurrentes, l'Europe et le Japon"<sup>43</sup>, déclin qui, en agrandissant l'écart entre ressources productives et engagements extérieurs, risque de priver les Etats Unis de toute marge de manoeuvre suffisante pour régenter comme ils le souhaitent le monde d'après-guerre froide, s'ajoutent en effet deux éléments dus à l'évolution du système international d'après-guerre froide, et qui eux aussi s'opposent à la perspective d'une superpuissance américaine instaurant le Nouvel ordre mondial cher au Président Bush :

- dans les ex-Deuxième et Tiers-monde des "exclus de la civilisation du business mondial"<sup>44</sup>, la naissance de ce que Michel Foucher appelle "l'archipel-monde"<sup>45</sup>, c'est-à-dire la multiplication de conflits de nature non-idéologique, plus difficiles à maîtriser, rend les interventions extérieures plus délicates, à la fois au niveau de leur faisabilité militaire et sur le plan de leur crédibilité politique : en l'absence d'un ennemi idéologique clairement identifié et objectivement menaçant, en termes miliiaires, il ne sera plus facile de trouver des ennemis de substitution susceptibles de mobiliser tant l'opinion publique interne que les alliés potentiels ;

- l'avènement de ce que Edward Luttwak appelle "l'ère géo-économique"<sup>46</sup>, autrement dit le remplacement de l'affrontement militaro-idéologique, opposant les Etats Unis à l'URSS, par une rivalité economico-technologique accrue entre les Etats Unis et l'Europe et le Japon, est bien davantage susceptible de préparer le terrain à des affrontements ultérieurs risquant de s'étendre à des domaines non-économiques<sup>47</sup> plutôt que de déboucher, dans un réflexe commun de survie des nantis face aux menaces d'un Quart-Monde agonisant, sur un directoire mondial exercé par le Groupe des Sept, variante économique de feu le Congrès de Vienne<sup>48</sup>.

42. Voir, entre autres exemples : P. Lellouche : *Le nouveau monde - De l'ordre de Yalta au désordre des nations* ; Paris, Grasset, 1992 ; ainsi que J.C. Rufin : *L'empire et les nouveaux barbares* ; Paris, Lattès, 1991.

43. M.F. Toinet, Comment les Etats Unis ont perdu les moyens de leur hégémonie, *op. cit.*

44. L'expression est de S. Hoffmann, *A New World and Its Troubles*, *op. cit.*

45. M. Foucher : Naissance de l'archipel-monde ; in : World-Média/Libération, La nouvelle planète, *op. cit.*, p. 4.

46. E. Luttwak, Nouvelle partie pour l'Amérique, *op. cit.*

47. Voir, dans le même sens, l'article de F. Bergsten : *The Primacy of Economics* ; in : *Foreign Policy*, n° 87, été 1992, pp. 3-24.

48. F. Lewis : *The G-7&1/2 Directorate* ; *Foreign Policy*, n° 85, hiver 1991/92, pp. 25-40. Le chiffre '7&1/2' est dû à la présence de la Russie, invitée au sommet des Sept de Munich.

A titre de résumé donc, l'on peut conclure que "les Etats Unis ne disposent plus de la liberté de manoeuvre dont ils ont joui tout au long des quarante années de guerre froide"<sup>49</sup>. Faute, par ailleurs, d'une base économique saine<sup>50</sup>, et d'un consensus national assuré<sup>51</sup>, le prestige de la culture et l'efficacité des institutions américaines<sup>52</sup> risquent de se "révéler une coquille vide à long terme, un peu à l'image de la croyance, au XVIII<sup>ème</sup> siècle, en le rayonnement de la France, de sa langue, de sa culture, et de ses idées"<sup>53</sup>, croyance qui n'a en rien empêché l'Empire britannique d'infliger à Napoléon la défaite qui a définitivement mis fin aux ambitions hégémoniques de la France.

49. W. Hyland : The Case for Pragmatism ; *Foreign Affairs*, Vol. 71(1), America and the World 1991/92, pp. 38-52.

50. Comme le rappelle opportunément P. Kennedy, Naissance et déclin des grandes puissances, *op. cit.*, p. 25, "sans ressources économiques, on ne peut entretenir une force militaire de grandes dimensions".

51. Le relatif déclin économique et les ravages sociaux qu'il provoque, en ce qu'il incite une partie de l'élite américaine, dans la lignée de la tradition toujours vivace de l'isolationnisme, à prôner une politique accordant la priorité aux besoins internes - America First - plutôt qu'à un interventionnisme tous azimuts - voir P. Buchanan : America First : Let the World Get By Without Uncle Sam ; in : *International Herald Tribune*, 8 et 9.9.1991 -, risque par ailleurs d'obliger les décideurs à venir de la Maison Blanche à recourir à une politique extérieure sélective plutôt que globale, une politique donc qui n'aurait plus grand chose à voir avec une quelconque pax americana. Voir, dans ce sens, les propositions de H. Kissinger : America Cannot Police the World Forever ; in : *The Times*, 12.3.1991 ; et de Z. Brzezinski : Selective Global Commitment ; in : *Foreign Affairs*, Vol. 70(4), automne 1991, pp. 1-20 ; ainsi que l'analyse de N. Ornstein : Foreign Policy and the 1992 Election ; *Foreign Affairs*, Vol. 71(3), été 1992, pp. 1-16, qui étudie les répercussions de la disparition de l'ennemi communiste sur le débat politique à l'intérieur des partis démocrate et républicain.

52. Lors du débat 'Is America on the Way Down ?' organisé entre déclinistes et revivalistes par la revue *Commentary*, débat publié dans les numéros mars et mai 1992 de ladite revue, pp. 15-27 et 19-29, le revivaliste P. Berger cite le fait que "de Valparaiso à Vladivostok, des millions de gens de toute race, foi ou couleur, lisent le Reader's Digest, écoutent du rock, portent des jeans et mangent des hamburgers", ainsi que le fait que "des étudiants chinois érigent la statue de la liberté en déesse de la démocratie sur la place Tien-An-Men".

53. M. Vlahos : Culture and Foreign Policy ; in : *Foreign Policy*, n° 82, printemps 1991, pp. 59-78.